

Affronter « les sorciers » de l'État plurinational

La dimension occulte du conflit entre Potosí
et le gouvernement de Morales (2015-2019)¹

En juillet 2015, la ville de Potosí, entraînée par son Comité civique, entame l'auto-blocus le plus long de son histoire pour dénoncer le manque récurrent d'investissement public. Alors que les négociations stagnent avec le gouvernement, une rumeur annonce l'arrivée de sorciers à la solde du pouvoir pour dissiper l'ardeur des mécontent.e.s. On dit que les photographies des principaux leaders régionaux auraient déjà été immolées dans le cimetière. Un petit groupe de guérisseuses décide alors de livrer une autre bataille, depuis le sommet des montagnes et le cimetière, pour contrer l'offensive des sorciers du président Evo Morales. Quatre ans plus tard, les événements qui conduisirent à la chute de son gouvernement éclairent d'un jour nouveau cet épisode et la proposition première de cet article : celle d'analyser l'attribution de pratiques sorcières à l'ancien président bolivien, ainsi que les réponses rituelles suscitées par cette accusation, comme un discours politique et moral sur la figure de l'État, dans un contexte d'effritement de la popularité et de la légitimité de Morales.

Cet article invite donc à débusquer et à explorer des expressions de la pensée et de l'action politique en marge de celles, plus conventionnelles, sur lesquelles se penche habituellement la sociologie politique et qui ne s'y donnent pas

* IRD, Cessma – université de Paris Diderot.

1. Merci à Vincent Nicolas, Gilles Rivière et Pablo Quisbert pour leurs commentaires. L'écriture de cet article a été encouragée par deux présentations préliminaires en 2019, dans la table ronde organisée par Cristina Bubba et Alison Spedding, lors du congrès de l'AEB à Sucre, puis à l'occasion de l'invitation de Vincent Hirtzel au séminaire de l'Erea à l'université de Nanterre.

forcément à voir, ni à entendre. J'essayerai de montrer qu'au-delà des critiques qu'elles adressent au gouvernement de Morales, les pratiques analysées peuvent s'entendre comme un discours sur la nature de l'État. Si la mise en accusation de l'usage de la sorcellerie par les élites politiques n'est pas une nouveauté en Amérique latine², la figure d'un État qui deviendrait lui-même sorcier me semble plus inédite. Elle appelle à de futurs dialogues avec l'important corpus des travaux africanistes qui interrogent les liens de la sorcellerie avec les imaginaires de l'État et du pouvoir politique [Geshiere, 1996 ; Bernault, 2005 ; Fancello & Bonhomme, 2018, parmi beaucoup d'autres].

Consummée en 2015, la rupture de Potosí avec le gouvernement est l'anti-chambre de la massive mobilisation de ses habitant.e.s à l'annonce de la réélection controversée de Morales, en octobre 2019. Tout naturellement, les guérisseuses de Potosí reprirent du service pour accélérer sa chute. Leur perception du gouvernement de Morales comme un État sorcier trouva alors un écho inattendu dans la croisade, aux allures d'exorcisme, que les politiciens catholiques et évangéliques des basses terres de l'Orient bolivien mènent désormais contre l'héritage du gouvernement, invoquant le retour de la Bible dans les sphères de l'État.

Les nouveaux rituels de l'État plurinational

L'attribution de pratiques occultes aux politiciens pour consolider leur pouvoir n'est pas une nouveauté en Bolivie. Ainsi, les présidents Hugo Banzer, Gonzalo Sánchez de Lozada et Jaime Paz Zamora auraient secrètement recouru à des officiants indigènes [Burman, 2011, p. 105] ; beaucoup à Potosí considèrent que ce fut aussi le cas de Víctor Paz Estenssoro. Par ailleurs, déjà en 1993, l'élection d'un Aymara, Víctor Hugo Cárdenas, à la vice-présidence de la République avait suscité des pratiques rituelles indigènes publiques. Leur présence restait cependant marginale jusqu'à ce que le gouvernement d'Evo Morales intègre au protocole d'État un cérémoniel étatique spectaculaire, inspiré des gestes rituels propitiatoires des hauts plateaux andins [Alvizuri, 2017].

Avant même son premier mandat, deux semaines avant les élections présidentielles de 2005 [Burman, 2011, p. 114], Evo Morales s'était rendu sur le site préhispanique de Tiwanaku pour solliciter la permission et la bénédiction des ancêtres et des montagnes. Depuis lors, le site archéologique a été la scène d'imposantes cérémonies d'intronisation à chaque prise de fonction du président Morales et de son vice-président García Linera (en 2006, 2010 et 2015), afin, selon la communication officielle, de remercier la Pachamama et de demander aux esprits ancestraux la sagesse et l'union du pays [Burman, 2011 ; Tórrez & Arce, 2014]. Par ailleurs, durant

2. <https://www.elimparcial.es/noticia/93821/america/latinoamerica-en-manos-de-brujos-chamanes-y-astrologos.html>



les trois mandats, des rites propitiatoires ont inauguré et clos la plupart des actes publics des représentant.e.s de l'État, y compris lors de leurs déplacements dans le pays et à l'étranger. Abondamment relayée par les médias, la multiplication de ces cérémonies a pu donner l'impression qu'une des principales activités du gouvernement du Movimiento al Socialismo (MAS) d'Evo Morales, consistait à produire des nuages de fumée (celle des crémations rituelles), selon l'expression de certain.e.s habitant.e.s de Potosí. Tous ces rites ont été encadrés par des *amautas* professionnels – oracles et guérisseurs, hommes et femmes – rattaché.e.s au ministère des Relations extérieures (« et du culte », avant l'instauration de l'État plurinational). Il existait donc effectivement un corps de spécialistes rituels officiels, les mêmes que la *vox populi* qualifiera de « sorciers d'Evo ».

Cette nouvelle mise en scène rituelle s'inscrit dans l'entreprise de symbolisation qui accompagna la refonte politique et idéologique de la Bolivie. Elle est contemporaine de l'adoption officielle de la *wiphala* comme emblème national et de la promotion des époux Tupac Katari et Bartolina Sisa – leaders aymaras des rébellions indigènes de 1781 et 1782 qui précédèrent les guerres d'Indépendance – au rang de père et mère de la Nation [Nicolas & Quisbert, 2014]. Leurs portraits accompagnent désormais ceux du général Bolivar et du maréchal Sucre dans les bâtiments officiels. Conceptualisée comme un *pachacuti* (renversement cosmique) [Nicolas & Quisbert, 2014, p. 223], la rupture avec l'ordre ancien associé à la colonialité et au néolibéralisme, s'est traduite par l'élaboration d'une nouvelle Constitution qui marque le passage de la République à l'État plurinational. Le protocole rituel d'État devait ainsi rendre visible un nouveau pacte social incluant des catégories sociales autrefois exclues du pouvoir et de la représentation politique, notamment les indigènes. Il s'agissait aussi d'affirmer que la légitimité étatique se rangeait désormais sous les auspices de déités indigènes censées défendre un au-delà des intérêts particuliers. Cependant, les rites gouvernementaux furent *a contrario* interprétés comme la preuve d'une volonté de soustraire la source du pouvoir au jeu démocratique, en s'alliant des forces non humaines et, ce faisant, de coopter l'un des derniers contrepouvoirs, puisque le MAS avait déjà mainmise sur l'exécutif, le législatif, le judiciaire et l'organe électoral. Le saut interprétatif de la ritualité bienveillante à la sorcellerie symbolise ainsi la perception d'une dérive autoritaire, hégémonique, et prédatrice de l'État. Elle se traduit dans l'imaginaire par la figure d'un État sorcier, une expression que j'utilise par extension du qualificatif « sorciers d'Evo », employé par ses détracteurs pour nommer les spécialistes rituels attaché.e.s à l'ancien gouvernement.

2015 : le conflit entre Potosí et l'État plurinational

Celle que l'on nomme « la mobilisation des 27 jours » a pour origine les engagements non tenus du gouvernement, à l'issue des mobilisations de 2010, qui

préfigurèrent celles de 2015 : 19 jours de blocus, barrages routiers, manifestations de masse, grèves de la faim... Couchées dans un document en 26 points, les revendications de Potosí concernent notamment la construction d'un complexe hydroélectrique, d'usines de ciment, de chaux et de verre, d'hôpitaux, ainsi que l'amélioration du réseau routier et l'agrandissement de l'aéroport. Elles sont nourries par le sentiment récurrent de la population de Potosí d'avoir été reléguée par les gouvernements successifs. Renforcé par la fermeture de la mine d'État dans les années 1990, cet abandon est vécu comme d'autant plus injuste que Potosí n'est pas n'importe quel département : l'ensemble du pays est en dette envers le sacrifice de ses mineurs et l'apport séculaire des mines à la richesse et à la construction de la Nation. Sans sa juste compensation par les investissements publics, cet apport est interprété comme un incessant pillage des ressources minières départementales qui confond période coloniale, débuts de la République et actualité. Ce sentiment de pillage s'étend aux suffrages du département de Potosí qui avaient fait confiance à 80 % au MAS lors des élections présidentielles de 2014.

Le régionalisme de Potosí trouve un certain écho dans celui de Santa Cruz. Tous deux ont été exacerbés par la promesse d'un approfondissement des autonomies départementales – et de l'accès privilégié aux bénéfices des productions locales – que le gouvernement du MAS n'a pas menée à son terme. Bien au contraire, son mandat s'est accompagné d'un renforcement de l'hégémonie de l'État central [Cruz, 2017]. Cette frustration partagée a alimenté le ressentiment des deux régions et leur alliance à la tête des contestations post-électorales de 2019. De fait, comme celles de 2008 à Santa Cruz contre le centralisme d'État, les mobilisations de 2015 à Potosí ont préparé le terrain contestataire. Cependant, à la différence des désirs séparatistes de la région de Santa Cruz, les slogans fédéralistes qui émaillent régulièrement les mobilisations de Potosí [Cruz, 2014] sonnent plus comme un chantage politique et une expression de dépit que comme un véritable horizon politique. Il ne s'agit pas tant d'affirmer la spécificité essentielle de Potosí face aux autres départements, et notamment La Paz, mais plutôt d'exiger la juste reconnaissance et la rétribution de sa contribution à la Nation.

Plus que par ses victoires (très partielles), la mobilisation de 2015 s'est caractérisée par son ampleur et le formidable sentiment de cohésion autour du slogan de la « potosinité » (*potosinidad*) et d'une dignité retrouvée [Nicolas, cité par Alemán, 2013]. Au-delà de la diversité de sa population, Potosí s'est levée comme une seule femme pour réclamer son dû et contrer l'humiliation de sa relégation par l'État. Un dédain qui apparut au grand jour quand, au plus fort de la mobilisation, le gouvernement réduisit le soulèvement à une manœuvre électorale ou – déjà – à un coup d'État³ pour justifier ses fins de non-recevoir. Morales lui-même n'avait-

3. https://www.eldia.com.bo/index.php/index.php?cat=162&cpla=3&cid_articulo=176076



il pas osé affirmer que les revendications de Potosí le faisaient rigoler⁴? Quelques mois plus tard, en février 2016, il décidait de passer outre l'échec du référendum populaire qui devait légitimer sa nouvelle candidature aux présidentielles de 2019. Le mépris du gouvernement envers ceux et celles qui se mobilisent en marge de sa base électorale et son incapacité à les considérer comme des mouvements populaires légitimes se sont à nouveau manifestés lors du conflit post-électoral qui s'ensuivit. Tandis que dans les principales villes du pays dont Potosí, des citoyen.e.s bloquaient les rues avec des cordes, en opposition à la réélection de Morales, qu'ils et elles accusaient de fraude, ce dernier avait déclaré avec morgue : « deux ou trois personnes qui attachent des ficelles, qu'est-ce que c'est que ce blocus ? [...] Je pourrais organiser des ateliers, des séminaires pour qu'ils apprennent à faire des manifestations⁵ ».

En fait, depuis 2015, Potosí n'avait cessé de se mobiliser contre le gouvernement du MAS. Quelques jours avant les élections de 2019, la ville était à nouveau bloquée pour s'opposer aux conditions – notamment la redistribution des bénéfices – de l'accord signé par le gouvernement avec une entreprise allemande pour exploiter le lithium de la région d'Uyuni, dans son département. Toujours en place à la tête du Comité civique de Potosí depuis les mobilisations de 2015, Marco Antonio Pumari s'était rendu à La Paz où il avait entamé une grève de la faim. Quelques semaines plus tard, le dirigeant civique prenait la tête des mobilisations pour l'obtention d'un deuxième tour, puis l'annulation des élections présidentielles. En 2015 comme en 2019, Potosí fit corps derrière lui, entraînant y compris des personnes qui ne s'étaient jamais mobilisées, et dont la fréquentation des urnes était surtout motivée par l'obtention du certificat de suffrage nécessaire pour effectuer des opérations bancaires dans les mois qui suivent les élections. C'était le cas d'Eliana et Leo, les principales protagonistes de cet article.

Les justicières occultes pour Potosí

Eliana et Leo ont environ 45 ans. L'une est propriétaire d'un snack-Internet fréquenté par des touristes étrangers, l'autre est bouchère au marché central. La première est la fille d'un couple de mineurs, la seconde a passé sa jeunesse à Samasa, une communauté paysanne proche de Potosí. Toutes deux ont hérité l'autorisation spirituelle d'exercer comme guérisseuses : Leo était dans le ventre de sa mère lorsque celle-ci a été touchée par la foudre (mode traditionnel d'élection chamanique), et la mère d'Eliana a été identifiée par un chaman comme porteuse d'un don qu'elle n'a pas souhaité développer. Cet héritage a été confirmé par leurs

4. <https://www.opinion.com.bo/articulo/el-pais/evo-pide-disculpas-comcipo-decir-demandas-causaron-risa/20150816160400528653.amp.html>

5. <https://www.paginasiete.bo/nacional/2019/10/24/morales-se-ofrece-dar-talleres-sobre-como-bloquear-235407.html>

rêves et leurs prémonitions, puis consolidé par leur intronisation, il y a une quinzaine d'années, dans le sanctuaire de Santiago de Chaqui, sous le *matronage* d'une guérisseuse rurale qui les a familiarisées aux gestes rituels. Aux élections présidentielles de 2014, Eliana était restée fidèle au suffrage historique des mineurs pour le MNR, mais Leo avait voté pour Evo Morales. Toutes deux utilisent le quechua dans leurs interactions quotidiennes.

Plusieurs fois par semaine, les deux femmes se retrouvent chez Nicolasa, une guérisseuse de 80 ans, originaire des environs de Potosí, qui reçoit sa clientèle avec une de ses filles. Là-bas, elles réalisent des rites propitiatoires pour le succès de leurs commerces, elles collaborent aux thérapies réalisées par Nicolasa et sa fille et échangent des savoirs, des opinions et des conseils avec tou.te.s les présent.e.s. Par ailleurs, elles prennent en charge leurs propres patient.e.s sur une colline qui surplombe Potosí et dans les sanctuaires des environs. Leur champ d'action concerne principalement la lecture des oracles des feuilles de coca, la prospérité des négoce.s, l'emploi, les études, les amours et les relations familiales, l'élucidation des vols et la neutralisation des sorts. Elles collaborent également aux thérapies plus traditionnelles (réincorporation des esprits humains égarés, frayeurs, possession, etc.) réalisées par Nicolasa et sa fille. Leurs pratiques associent gestes oraculaires et thérapeutiques selon des patrons partagés avec le monde paysan environnant (lecture des feuilles de coca, purifications, crémations d'offrandes, etc.). Les intercesseurs sont également les mêmes (montagnes tutélaires, Pachamama, saints et vierges), à deux nuances près: d'une part, l'invocation du diable (*Tio*) comme source de richesse qui, du fait de la culture minière, perd son caractère transgressif à Potosí, et de l'autre, la fréquentation du cimetière comme guichet des âmes du purgatoire. S'y ajoute la propension d'Eliana et de Leo d'incorporer et de retraduire dans leurs logiques opératoires – en quelque sorte d'andiniser – de nouveaux gestes et éléments rituels, au gré des rencontres, de leur fréquentation des réseaux sociaux, et de l'arrivée à Potosí de produits magiques du Pérou (cierges, parfums, amulettes, etc.). Désormais Bouddha, la Pumpagira de l'umbanda et la Vierge de Lourdes trônent sur l'autel de Nicolasa dans une logique accumulative qui fait écho à l'univers hétérogène de la magie. Surtout, le nombre de leurs patient.e.s et leur pouvoir d'achat sont bien plus importants que ceux de la clientèle des thérapeutes ruraux traditionnels. Cette inflation entraîne celle de la taille et de la quantité des offrandes ainsi qu'une accélération du calendrier des rituels qui déborde largement les traditionnels mardis et vendredis.

Depuis une vingtaine d'années, la trentaine de personnes qui se retrouve régulièrement chez Nicolasa, en tant que patient.e.s ou guérisseuses, s'est organisée en confrérie dédiée à Santiago. Au fil du temps, le cercle des dévot.e.s s'est élargi et diversifié. Les comerca.nt.e.s, mineurs, artisan.ne.s, employé.e.s subalternes du départ ont été rejoint.e.s par des diplômé.e.s, des avocat.e.s, des professeur.e.s, des cadres de grandes entreprises, et même par un prêtre catholique. Au sein de



ce microcosme, les hiérarchies du quotidien se suspendent pour laisser la place à des flux de faveurs réciproques, de coups de main et de tuyaux qui permettent aussi bien d'accéder à un emploi que de trouver de la main-d'œuvre. Durant le conflit de 2015, puis celui de 2019, presque tous les membres de la confrérie participèrent aux mobilisations. Depuis la maison de Nicolasa, ils et elles serrèrent les rangs derrière les guérisseuses et se cotisèrent pour financer les munitions rituelles de la résistance.

Installée à Sucre, à une centaine de kilomètres, je n'étais pas à Potosí lors des événements de 2015. C'est par téléphone que j'ai appris la bataille que livraient Eliana et Leo avec les « sorciers d'Evo », avant de recueillir en face-à-face leurs témoignages en octobre 2015, puis par WhatsApp, en octobre et novembre 2019, alors qu'elles reprenaient du service dans le contexte des élections. Les liens internet vers la presse ont été vérifiés le 23 janvier 2020.

Feux et contre-feux : chronique d'une bataille rituelle

En 2015, le premier épisode de la résistance occulte à l'État sorcier prend place alors que 300 représentant.e.s des intérêts de Potosí, dont les dirigeants du Comité civique, manifestent à La Paz, où ils sont arrivés le 7 juillet, après onze jours de marche, en pleine visite du pape Francisco. Quelques jours plus tard, la situation se tend avec le gouvernement et les forces de l'ordre⁶. Inquiète, la population de Potosí craint pour la sécurité des dirigeants civiques, dont on dit qu'ils pourraient être arrêtés, disparaître, ou pire encore, être achetés!

Dès le début du conflit, les dévot.e.s réuni.e.s chez Nicolasa avaient sans relâche mis des cierges à Santiago. Mais le ton monte quand le groupe apprend que le gouverneur du département, élu MAS, organise des rites à son domicile pour faire taire la révolte, et que des photos des dirigeants du Comité civique ont été immolées dans le four de crémation du cimetière. Le bruit court par ailleurs qu'un des « sorciers » du Président est arrivé à Potosí pour sacrifier un âne sur une des montagnes de la ville – le Chapini, fréquenté par les guérisseuses de Potosí pour leurs rituels – afin d'abrutir et de diviser les personnes mobilisées. L'information paraît d'autant plus fiable qu'elle émane d'une des guérisseuses du Gouverneur, furieuse de ne pas avoir été reconduite dans ses services. Elle sera confirmée par la lecture de la coca.

Premier acte, la contre-attaque

Peu avant la mi-juillet, Eliana et Leo organisent la riposte depuis la maison de Nicolasa. La cérémonie vise à assurer l'intégrité physique et morale des dirigeants du Comité civique présents à La Paz, en neutralisant les sorts dont ils auraient

6. https://www.eldia.com.bo/index.php/index.php?cat=162&pla=3&cid_articulo=176076

été victimes, puis en sollicitant les bons auspices des alliés spirituels des guérisseuses. Les photos des deux principaux leaders ont été découpées dans le journal. Sur une assiette, sont disposés les ingrédients d'une *misa negra* (herbes et autres ingrédients magiques). Conjointement avec la rupture de fils de laine filés vers la gauche (*pit'ira*), au-dessus des photos, ils vont absorber les maléfices et procéder à la purification (*limpia*) avant d'être brûlés au feu loin de la maison. Un avorton de porc est également jeté au feu en offrande aux forces malignes convoquées par les « sorciers » du Président afin qu'elles relâchent leur emprise sur les deux dirigeants. Vient ensuite le tour de la carte du département de Potosí, sur laquelle les guérisseuses frottent la *misa negra* en insistant sur les communautés paysannes alliées du gouvernement, afin qu'elles ne se soulèvent pas contre le Comité civique. Avant de purifier le blason de Potosí, Eliana et Leo décident de dessiner des têtes à l'aigle bicéphale décapitée qui orne ses armoiries⁷, dans le but, disent-elles, « que les yeux de Potosí s'ouvrent, qu'ils regardent, comme ceux des États-Unis ? Ils ont les yeux bien ouverts, n'est-ce pas ? Actuellement, nous sommes décapités. Que l'une des têtes soit celle de Llalli et l'autre de Pumari [les deux principaux dirigeants du Comité civique] » (Eliana, 2015). Cette première étape qui renvoie les sorts à leurs envoyeurs se conclut par une crémation d'offrandes destinées aux âmes défuntes. La multiplication des sollicitudes répond à la méconnaissance des moyens et des intercesseurs mobilisés par les « sorciers d'Evo ».

Ensuite, Eliana et Leo entreprennent de solliciter la bénédiction de leurs alliés usuels grâce à une autre série de crémations : une *mesa blanca* (*gloria*), composée de plaquettes en sucre à l'image de saints et de la Vierge et une *mesa* de couleur avec de la *q'urwa* (plante aromatique) à destination de la Pachamama, des esprits des montagnes et des âmes. Cependant, malgré les efforts des guérisseuses, la situation ne se débloque pas. Pire encore, le gouvernement refuse désormais tout dialogue avec le Comité civique. Encouragées par les autres dévot.e.s, elles passent alors de la défense à l'attaque.

Deuxième acte

Eliana, Leo, la fille de Nicolasa et une autre amie décident de se rendre directement au siège des âmes, au cimetière. Elles ont emporté les photos de membres du gouvernement impliqués dans le conflit, notamment Carlos Romero (ministre de l'Intérieur), Juan Ramon Quintana (ministre de la Présidence), Marianela Paco (ministre de la Communication), et bien évidemment, Evo Morales et Álvaro García Linera. Les photos seront brûlées avec de la coca, de la *q'urwa*, de grandes pastilles sucrées (*misterios*) figurant des crânes, ainsi qu'avec un fémur et un tibia humains récupérés près du four et disposés en forme de croix « pour qu'ils

7. La décapitation de l'aigle bicéphale du blason de Charles Quint renvoie probablement à la séparation des Habsbourg et des Bourbons.



se taisent, ces enfoirés, et que commence leur calvaire. Ils ont tellement menti à Potosí!» (Eliana, 2015).

Quelques jours plus tard, Leo et Eliana se mêlaient à la foule massée pour recevoir les manifestant.e.s de retour de La Paz, après n'avoir obtenu que de minimes concessions. Alors que la ville de Potosí appauvrie et épuisée par plusieurs semaines de paralysie s'appête à lever le blocus, Eliana et Leo convainquent certains leaders du Comité civique de se livrer à une dernière purification. Ce **troisième acte** devrait contrer les ennemis de l'intérieur : les partisans du MAS qui relayent depuis le gouvernement départemental (préfecture) et la mairie, le travail sorcier du Gouvernement. La cérémonie est motivée par le témoignage de deux femmes qui ont repéré la photo du président du Comité civique se consumant dans le four du cimetière.

Le glissement vers la sorcellerie

Les stratégies mises en œuvre par Eliana et ses comparses pour contrer les « sorciers d'Evo » ne diffèrent pas notablement de leur registre habituel. Leurs logiques rituelles ne sont pas non plus distinctes de celles des *amautas* présidentiels, ni de ce qui s'entend à Potosí par sorcellerie (*brujeria*). L'usage actuel du terme condense un double héritage. D'une part, la déqualification par les missionnaires espagnols des pratiques païennes indigènes qui semblaient irrécupérables pour la religion catholique – les accusations de sorcellerie et la diabolisation allaient alors de pair –, de l'autre, l'exportation de pratiques magiques depuis l'Espagne, notamment en milieu urbain où elles se sont mêlées à des éléments indigènes et africains [Estenssoro, 2003]. Ces deux processus se sont cristallisés dans l'apparition de figures sorcières andines qui empruntaient à la fois aux représentations ibériques et au registre indigène diabolisé. Aux dires de mes interlocutrices, les sorciers et sorcières au pouvoir de vie et de mort – comme les têtes volantes (*umapawachi*), ceux et celles qui soufflent dans les os des morts pour endormir leurs victimes ou qui pactisent avec le diable sous forme de vipères – sont désormais moins présent.e.s qu'il y a quelques décennies. Aujourd'hui, c'est l'intention qui distingue thérapie et sorcellerie : les un.e.s font le bien, les autres le mal [Martinez, 2015]. Alors, même si elles se surnomment parfois *brujas* pour rire, Eliana et Leo ne se considèrent pas comme des sorcières. Elles n'utilisent les sorts et les pouvoirs malins que de manière morale : pour faire échouer une relation adultère, pour punir un employeur injuste ou pour retourner les sorts à leur envoyeur, comme lors de la mobilisation de 2015. Bref, elles sont des justicières. À l'inverse, les *amautas* du gouvernement sont clairement identifiés comme sorciers. La malveillance de leurs intentions supposées s'est transférée à leurs personnes comme s'ils ne pouvaient agir que dans le champ du *daño*, le préjudice. De fait, du point de vue des membres du cercle des guérisseuses, en immolant les photos

des leaders du Comité civique et en sacrifiant des ânes pour abrutir les mobilisés, c'est l'État qui a exporté le conflit sur le terrain de la sorcellerie, rompant le jeu et les rapports de force politiques conventionnels.

Dans la littérature anthropologique, les pratiques magiques ont pu être interprétées comme l'arme des faibles, la cristallisation du pouvoir de résistance, voire de subversion, des subalternes face aux pouvoirs institués et notamment celui de l'État [Geshiere, 1996]. En Bolivie, ce constat s'applique au culte aux âmes du purgatoire qui redistribue le pouvoir et limite l'arbitraire de l'État. Le cimetière de Potosí prend ainsi des airs de bureau occulte de l'administration publique, où l'on se presse autour des âmes pour obtenir de l'aide face à la machine judiciaire ou pour compenser l'absence de passe-droit pour un emploi public. Cette réciprocité automatique contraste avec l'expérience d'un État qui se refuse à rétribuer l'apport de Potosí et le vote citoyen.

Et puis voilà qu'un gouvernement se met à parler le langage de la sorcellerie et capture ces pouvoirs alternatifs avec d'autant plus de force qu'il dispose également du pouvoir institué. Ne dit-on pas qu'Evo emploie plus de 100 ou 120 sorciers ? Soit dix fois plus que les apôtres de Jésus ! Des sorciers salariés qui privatisent les lieux sacrés au nom de l'État et alimentent une inflation des offrandes qui casse le marché régulier entre dévot.e.s et intercesseurs non humains. Cette cooptation consolide la perception d'un État totalitaire qui occupe toutes les sphères – celle des pouvoirs officiels comme des contrepouvoirs – ne laissant aucun espace à ses détracteurs et détractrices. D'une arme destinée à rééquilibrer le rapport de force entre pouvoir hégémonique et dominés, les rites sont devenus l'instrument des dominant.e.s au service du pouvoir et de leurs ambitions.

La conquête étatique des territoires et de leurs ressources

Les «sorciers d'Evo» n'agissent pas uniquement depuis le palais présidentiel ; ils inféodent aussi les forces locales. Au-delà même de la confrérie de Santiago, les habitant.e.s de Potosí m'ont souvent fait part de leur surprise en voyant les officiant.e.s du gouvernement installer leurs cérémonies sur la place principale des villes du pays, y compris lors des célébrations de l'anniversaire de leur département :

« Quel autre Président a fait ça ? Evo est le seul à faire de la sorcellerie. Il va sur la place [de Potosí], il fait réaliser [des offrandes] chaque année, par plein de guérisseurs. Ils sont même venus le 10 novembre [jour anniversaire du département de Potosí]. Il fait faire des *g'uwas* [crémation d'offrandes rituelles] à Potosí, Oruro, Sucre, Cochabamba, partout ! » (Nicolasa, 2015).

En occupant le parvis des mairies et des gouvernements départementaux, les rites étatiques spolient les pouvoirs régionaux. Ils violent également les procédures rituelles habituelles au risque de contrarier les déités locales. « Tu crois



que la Pachamama va recevoir les requêtes d'inconnus⁸», s'interrogeait ainsi une employée du musée de la Casa de la Moneda, qui vécut comme une violence l'intrusion des *amautas* du ministère de la Culture sur son lieu de travail lors d'une inauguration. Au respect d'une Pachamama multiple, individualisée par son nom, ancrée dans un espace précis (le musée) et aux attentes définies par son pacte régulier avec les employé.e.s, qui prennent régulièrement en charge son alimentation, les « sorciers d'Evo » ont substitué une Pachamama officielle, unique et générique, véritable avatar du centralisme d'État.

L'entreprise étatique de conquête rituelle s'est étendue aux territoires non conventionnels, comme on l'a vu lors du conflit de 2015 avec les montagnes et le cimetière, hauts lieux des activités des guérisseuses. Même le célèbre sanctuaire de Bombori, au nord de Potosí, siège de Santiago, patron des thérapeutes et des chamanes, n'y a pas échappé. Eliana apprend ainsi de la bouche d'un officiant local qu'« Evo vient. Il dit qu'il ne croit pas dans les religions mais, à minuit, il fait sortir tout le monde de la chapelle pour y rester tout seul ». La privatisation du sanctuaire par l'ex-Président résonne comme un pacte individuel, excluant, avec les sources non humaines du pouvoir. En 2019, le gouverneur MAS de Potosí avait quant à lui fait venir en ville l'image de Santiago de Bombori qui n'avait jusqu'alors jamais quitté son sanctuaire. Si une foule énorme s'est pressée pour la recevoir, d'autres n'ont pas manqué de remarquer l'inversion transgressive du déplacement du saint et du sens du pèlerinage.

Toutes ces cooptations ont pu être perçues comme une tentative de soumettre à la raison d'État, les forces et les esprits qui incarnent le territoire de Potosí; de la même manière que les agents du gouvernement tentaient par ailleurs de dominer les vivants par des sacrifices d'ânes et autres pratiques sorcières. Ce processus n'est pas sans rappeler d'anciennes formes de conquête. On pense bien sûr à la subordination des *wak'as*⁸ régionales et à leur inclusion dans la cartographie sacrée de l'empire, lors de l'expansion territoriale inca. On pense aussi aux campagnes coloniales d'extirpation des idolâtries et à l'imposition des vierges et des saints sur les lieux de culte préchrétiens (ainsi qu'aux exorcismes auxquels se livrent aujourd'hui les évangéliques sur les lieux de cultes fréquentés par Eliana et ses comparses⁹). « Là, j'ai compris ce qu'ont pu ressentir les premiers chrétiens [convertis de force], quand les missionnaires sont arrivés », concluait d'ailleurs mon interlocutrice du musée de la Casa de la Moneda, après le récit du rite à la gestuelle pour elle inconnue auquel elle avait été obligée de participer, y compris financièrement, avec toutes et tous ses collègues.

8. Ici, lieux et sommets sacrés.

9. Les récits de ces rencontres sont proprement hallucinants : les « frères évangéliques » s'installent à proximité du lieu où les guérisseuses allument leurs *braseros*, et les deux factions commencent à livrer bataille à coups de prières.

Dans le cercle des guérisseuses, la sensation que le gouvernement tente d'inféoder les forces spirituelles de Potosí reflète métonymiquement la mise en cause de la spoliation séculaire de ses ressources minières et l'absence de leur juste compensation. Dans un contexte de crise de la relation entre l'État central et les régions, cette perception renforce la prise de conscience des limites des annonces officielles, imprimées dans la nouvelle Constitution, d'augmenter l'autonomie des départements et donc leur accès aux bénéfices des ressources locales. L'expérience du centralisme et de la mainmise de l'État s'étend jusqu'à la personne des officiant.e.s. Depuis la Loi de 2015¹⁰, les thérapeutes traditionnel.le.s urbain.e.s doivent obtenir une labélisation étatique en s'inscrivant au Registre unique de médecine traditionnelle ancestrale bolivienne (Rumetrab). Comme les rituels d'État, cette intrusion gouvernementale génère des réactions ambivalentes entre sentiment de reconnaissance et perte de liberté. Tout en rappelant que sa légitimité ne peut venir de l'État, Eliana s'est finalement résolue à entamer la démarche pour s'éviter des problèmes en cas de contrôle. Après avoir produit des lettres de recommandation de sa clientèle, suivi quelques formations et payé sa quote-part, elle brandit fièrement son accréditation. Eliana est devenue une sorcière d'État!

La compétition pour le suffrage des âmes

Face à l'expansionnisme de l'État, la réponse des guérisseuses s'est elle aussi territorialisée. Elles se réapproprièrent symboliquement Potosí pour le protéger de la prédation gouvernementale en purifiant son blason et la carte du département et en insistant sur les zones rurales sous influence du MAS pour dépasser les divisions, et affirmer le caractère inclusif de la lutte. Le choix des âmes sollicitées répond à la même logique de reconquête.

Les guérisseuses de Potosí ont hérité des invocations des défunts du culte aux âmes du purgatoire promu par l'Église coloniale [Estenssoro, 2003, p. 409-424]. En Amérique, comme en Europe [Cuchet, 2014], l'usage d'aider les âmes à se purifier avant le jugement dernier a peu à peu cédé la place à un pacte réciproque, dans lequel les défunts intercèdent en faveur des vivants en échange de messes, de prières et d'offrandes [Estenssoro, 2003, p. 410]. Cette distorsion a finalement conduit l'Église à condamner ce culte qu'elle avait elle-même instauré, mais sans grand succès. Cependant, y compris dans l'entourage des guérisseuses, cette pratique comporte désormais quelque chose de suspect qui la rapproche du champ de la sorcellerie. Selon Nicolasa, la guérisseuse en cheffe, les âmes errantes seraient plus proches du diable que de Dieu et c'est auprès du premier qu'elles intercédieraient. Au-delà de la condamnation de l'Église, la relation entre la sorcellerie et les âmes du purgatoire tient peut-être au fait que ces dernières travaillent pour

10. Loi 459, *Ley de Medicina Tradicional*.



tous et toutes, indépendamment de leur trajectoire personnelle et de la moralité du suffrage. De fait, l'âme d'un criminel est théoriquement aussi efficace que celle de sa victime. Toutes deux n'ont aucun problème à faire le mal, ni à servir des intérêts contradictoires, comme lorsque les photos des dirigeants du Comité civique et celles des membres du gouvernement ont été successivement immolées dans le four du cimetière, significativement nommé *alma mundo* (monde des âmes), où séjournent toutes celles qui sont tombées dans l'oubli. Privées de la sollicitude de leur parentèle, elles sont particulièrement réceptives aux prières et aux offrandes.

Si l'on met de côté les saints et les saintes, c'est d'abord parmi ces âmes anonymes que les guérisseuses de Potosí recrutent leurs intercesseurs. Même si les défunt.e.s œuvrent théoriquement sans état d'âme, leurs dévotes supposent, qu'à l'égal de la société des vivants dont ils sont le fidèle reflet, les morts du cimetière de Potosí ne peuvent que se laisser entraîner par le formidable élan de la « potosinité ». C'est *a fortiori* le cas des deux catégories d'âmes particulièrement mises à contribution lors du conflit de 2015 : les âmes chemins (*almas camino*) et les âmes minières (*almas mineras*). Elles ont en commun le fait d'avoir été emportées par un accident – sur la route ou dans la mine ; une mort violente qui ne leur a laissé le temps ni de se repentir, ni de se confesser, contrariant leur accès au paradis. Surtout, les unes et les autres ont leur destin lié avec le territoire de Potosí. Les premières parce qu'elles hantent le réseau routier qui irrigue et unit l'espace du département, reliant la ville et les provinces. Les secondes parce qu'elles sont les principales martyres du sacrifice de Potosí pour enrichir la Nation et que les mineurs coopérateurs ont été très actifs lors des mobilisations de 2015.

Aidées dans leur choix par les membres de la confrérie, Eliana et Leo ont ajouté à ces âmes génériques des personnages de l'histoire régionale comme Juan de Villarroel (fondateur de Potosí), Tomás Katari (leader local des soulèvements indigènes de la fin du XVIII^e siècle) et même Facundo Gómez, un ancien dirigeant du Comité civique qui s'était distingué en 1992 lors d'un premier conflit autour de l'exploitation du lithium. Dans un effort de réconcilier mondes urbain et rural, elles ont également convoqué les ressortissants de Potosí qui ont donné leurs noms à la plupart des 16 provinces qui conforment le département : Alonso de Ibáñez, Rafael Bustillos, Tomás Frías, Cornelio Saavedra, Modesto Omiste, etc.

Le recours à des célébrités historiques est une nouveauté pour les guérisseuses. Il s'agit clairement d'une réponse à la pratique du MAS de se placer sous les auspices des nouveaux héros de la Nation comme Tupac Katari, Manual Ascencio Padilla et leurs compagnes d'armes, Bartolina Sisa et Juana Azurduy. Eliana et Leo n'hésitent d'ailleurs pas à les convoquer également pour tenter de les soustraire à l'influence de l'État. Au-delà de l'efficacité mécanique des offrandes, le succès de cette entreprise résiderait dans le fait que les âmes de ces fondateurs et fondatrices de la Nation ne peuvent rester insensibles à Potosí. Prises en étau entre les suffrages du gouvernement et ceux de la région, elles n'auraient pas de mal à choisir ; aux dires

des guérisseuses, la cause de Potosí serait plus proche de leurs engagements historiques au service de la Nation que les ambitions égoïstes du gouvernement actuel :

« Avant, elles ont dû y être [du côté du gouvernement], mais maintenant ? Qu'est-ce que leur demande ce gouvernement ? Que des choses pour lui, "que mes affaires marchent", pour la drogue aussi, de mauvaises choses. Elles ne vont plus l'écouter » (Leo, 2015).

La tentative de soustraire au clientélisme d'État les héroïnes et les héros de l'indépendance peut ainsi s'entendre comme l'affirmation que le gouvernement n'est propriétaire ni de l'État, ni de la Nation. Leurs âmes incarnent une espèce d'état premier de l'État nation, avant sa contamination par les agissements des gouvernements historiques. En négociant directement avec elles, il s'agit donc de récupérer l'État lui-même, au-delà de ses représentant.e.s occasionnel.le.s dont les photos brûlent dans le four du cimetière. Parce que leur lutte se revendique de cette première République, les justicières de Potosí n'invoquent jamais les forces préhispaniques, ni les symboles de l'État plurinational comme la *wiphala*. Tous leurs rites se sont placés sous les couleurs du drapeau tricolore.

L'innovation du recours à des âmes issues de l'histoire nationale est corrélative d'un autre changement essentiel. Alors qu'au quotidien, la clientèle des guérisseuses est composée d'individus ou de familles, c'est désormais au nom de tout un pays qu'elles officient bénévolement. Car Potosí n'est pas une victime isolée. L'ancienne officiante du gouverneur ne leur a-t-elle pas confié que les « sorciers » de l'État avaient sacrifié des « ânes entiers » pour « abrutir la Bolivie tout entière » et que les citoyen.ne.s se rendent aux urnes « comme des ânes » ? Très rapidement la mission des justicières déborda ainsi la lutte pour Potosí et la mise en cause des agissements du gouvernement pour questionner l'État lui-même. Un glissement qui a accompagné la réinterprétation de l'ensemble des actions rituelles du gouvernement pour dessiner le portrait d'un État qui n'hésite pas à sacrifier les intérêts du peuple au profit de son pouvoir. Un État sorcier qui se confond avec la figure du Président comme en témoigne l'expression « les sorciers d'Evo », en écho à la confusion entre sa personne, la fonction présidentielle et l'État.

Depuis Tiwanacu : la nature sorcière de l'État

Dès le XIX^e siècle, le site pré-inca de Tiwanacu a été mis à contribution par les projets de Nation pour édifier la genèse d'une bolivianité ancrée dans les interprétations successives du site : symbole de la rupture avec l'Espagne, lors de la proclamation de mai 1811, à un an du début des guerres d'indépendances¹¹, ves-

11. Dans les ruines de Tiwanacu, le 25 de mayo de 1811, à l'occasion du premier anniversaire de la junte de Buenos Aires, un de ses représentants, Juan José Castelli annonça, dans une proclamation restée symbolique, la fin des servitudes indigènes et l'égalité de tou.te.s les habitant.e.s.



tige d'une race indigène supérieure, abâtardie par la chute de l'État tiwanacotèque dans les années 1930, puis creuset du métissage célébré par le Mouvement nationaliste révolutionnaire des années 1950 avant de devenir la scène primordiale du projet indianiste du katarisme des années 1970 [Quisbert, 2004; Loza, 2008; Nicolas & Quisbert, 2014]. Mais c'est avec le MAS que le site fut érigé comme la source même du pouvoir politique.

Si l'absence de filiation directe avec une société contemporaine a pu consolider le rôle de Tiwanacu comme articulateur de l'ensemble de la population bolivienne avec ses différentes autochtonies, d'un point de vue rituel, le panorama est beaucoup plus inquiétant. Aux dires des dévot.e.s de Santiago de Potosí, le site est le siège de forces anciennes, préchrétiennes et anthropophages que l'ancien gouvernement a réveillées de manière irresponsable. Seul un dessein extraordinaire pouvait alors justifier de pactiser avec elles et d'en accepter le prix : le désir de se perpétuer au pouvoir indépendamment des règles de la démocratie et des conséquences funestes de ce choix.

« Evo Morales a ouvert la porte du soleil. Elle n'était pas ouverte. Tu crois qu'il est allé faire des offrandes [*q'uwas*] juste pour faire des offrandes ? Non, il est allé ouvrir ces yeux [orifices de la terre] pour rester en place. [...] Dans ce lieu, il y a des années, avant la colonisation, on tuait des gens, l'Inca égorgeait des vierges, on sacrifiait des vierges. Et lui, [Evo] il a ouvert cette porte. Il lui a fait des offrandes. Dans quel but ? Pour rester [au pouvoir]. Tu vas t'en rendre compte clairement : quand il fait ses offrandes [*q'uwas*], immédiatement il y a des morts, les gens ont des accidents de voitures... C'était mal d'ouvrir cette porte, il n'aurait pas dû, parce qu'elle avait été fermée. Tout a un sens. Ce bandit [Morales], il s'est changé, il s'est habillé en indigène à la porte [du soleil] pour obtenir ce pouvoir, cette force. Mais quelque chose ne s'est pas bien passé. Il n'a pas dû tenir ses engagements, c'est pour cela qu'il vacille » (Eliana, 2015).

Une conclusion qui rappelle que, dès 2015, s'annonçait l'effritement de la popularité de l'ex-président. Elle fut confirmée, un an plus tard, par l'échec du référendum censé autoriser un nouveau mandat de Morales, par ailleurs proscrit par la Constitution.

Dans la logique andine qui est celle d'Eliana et de Leo, la réciprocité entre les humains et les déités est le résultat d'un processus de domestication des forces vives du monde. C'est en les rassiant par leur dévotion et leurs offrandes que les humains transforment ces prédateurs en alliés. Si la relation est rompue, les forces redeviennent sauvages et voraces *a fortiori* quand la mémoire des sacrifices humains aiguise leur appétit.

La méconnaissance par les habitant.e.s de Potosí des procédures rituelles de la région de La Paz, d'où sont originaires les officiant.e.s du gouvernement et leur usage d'enterrer – plutôt que de brûler – les offrandes renforcent la perception

d'une allégeance aux forces du sous-sol, les plus sauvages et démoniaques d'entre toutes. S'y ajoute la suspicion soulevée par la convocation d'âmes anciennes comme celles de Tupac Katari et de Bartolina Sisa, avec lesquelles la communication avait également été rompue depuis plus d'un siècle. Leur appétit serait à la hauteur de la dette rituelle accumulée par des années de latence :

« Écoute, si personne n'a prononcé ton nom durant des années et que du jour au lendemain, je te réveille, je te dérange, je te dis : "Je te donne cette pomme de terre". Tu manges. Je te donne une autre pomme de terre pour que tu te régales. C'est ça qui se passe. Cela faisait combien de temps qu'ils dormaient ? Et lui, il a commencé à se rendre auprès de ces monolithes [vestiges de Tiwanacu]. Le pire, sur la route de La Paz, il y a toujours des morts, 18, 20, 15, 8, 7 personnes à la fois. Il y a toujours des accidents. Certains disent que c'est la négligence des chauffeurs qui boivent, mais d'autres disent qu'il [Morales] a dû faire des offrandes aux âmes anciennes, c'est pour cela que ces choses arrivent. Tu te souviens quand les militants sont venus pour la campagne du MAS ? Leur voiture s'est accidentée. Il [le Président] les a offerts aux âmes, je suppose que c'est comme ça qu'il les a réveillées » (Leo, 2015).

L'idée que les proches de l'ex-président étaient voués à un destin fatal revient régulièrement dans la bouche des membres de la confrérie de Santiago. Comme Leo, ils et elles en prennent pour preuve le décès, lors de la campagne présidentielle de 2009, de plusieurs militant.e.s du MAS sur la route de Potosí, ainsi que les décès prématurés de ministres comme Carlos Villegas (ex-président de YPFB) et, plus encore, le lynchage de Rodolfo Ilanes (vice-ministre de l'Intérieur) par des mineurs coopérateurs, après avoir été lâché par le gouvernement qui l'avait envoyé comme médiateur lors d'un conflit en 2016. Mais la menace pesait bien au-delà de l'entourage d'Evo Morales. Tous ceux et celles qui empruntaient la route entre La Paz et Potosí étaient mis en péril par son pacte avec des forces anthropophages¹². Mais celles-ci n'étaient jamais assez rassasiées. Suite à l'échec du référendum de 2016 à légitimer la nouvelle candidature présidentielle de Morales, on dit que les « sorciers d'Evo », sous pression, avaient commencé à immoler par le feu des lamas vivants au lieu de les égorger rituellement. En 2019, les explosions de violences et les morts qui suivirent la fuite de Morales au Mexique, abandonnant les citoyens à leur sort, renforcèrent l'idée que l'État lui-même était devenu cannibale.

La réputation du gouvernement de sacrifier ses sujets pour assurer son pouvoir s'étend bien au-delà de Potosí, comme me l'a confirmé un ancien fonctionnaire du gouvernement qui réside à La Paz. Les services de communication de l'État eux-mêmes semblaient au fait de ces accusations, comme en témoigne l'étrange

12. De récentes rumeurs de sacrifices d'enfants ont également été interprétées comme la preuve d'une hausse du narcotrafic (et des rites destinés à protéger ceux qui s'y livrent) impliquant l'État.



communiqué du ministère de la Justice qui suivit la mort d'une de ses employées lors d'un acte officiel à Chimoré, en mai 2019. Comme pour se dédouaner de tout soupçon de sacrifice, il insistait sur le fait que cette fonctionnaire était venue volontairement, qu'elle n'y avait pas été obligée par sa hiérarchie¹³. L'image du pouvoir immolant son peuple contraste scandaleusement avec la figure idéale du président comme un père de famille, protecteur et magnanime. Une métaphore à laquelle, comme le rapporte Alemán [2013], les insurgé.e.s de Potosí ont souvent recouru pour dénoncer leur abandon par l'État central et son ingratitude : « Tous les gouvernements nous ont pris pour leurs beaux-fils [enfants issus d'une précédente union du ou de la conjoint.e]. Ils nous ont maltraités, ils nous ont blessés, ils nous ont insultés ». Une attitude d'autant plus douloureuse qu'y compris parmi les dévot.e.s de Santiago, beaucoup ont donné leur confiance par les urnes à Evo Morales.

Tel Chronos dévorant ses enfants, le gouvernement utiliserait son peuple et ses suffrages comme une ressource qu'il sacrifie pour son pacte de pouvoir. Car, à la différence de ses prédécesseurs, dont on dit qu'ils recouraient à des guérisseurs pour les assister dans l'exercice de leur fonction, c'est le pouvoir présidentiel lui-même qu'Evo Morales aurait obtenu de l'au-delà. Une tergiversation inaugurale qui marque le passage de la ritualité à la sorcellerie.

Ce qu'ont vu les guérisseuses lors des actes officiels à Tiwanacu est ainsi la proclamation d'une chefferie sacrée dans laquelle la légitimité du souverain ne procède pas de la volonté du peuple mais de l'onction de forces spirituelles en marge du jeu démocratique et de la nature du pouvoir des autorités indigènes dont il se réclame pourtant. D'une part, et cela n'échappa pas à mes interlocutrices, les autorités indigènes ne sont pas élues démocratiquement, mais nommées selon un système de rotation où toutes les familles sont appelées à occuper les différentes charges dans une progression qui ne connaît pas de répétition ; d'autre part, parce que ces autorités placent leur pouvoir sous les auspices d'un panthéon syncrétique christianisé – ainsi, le bâton de commandement, la *vava*, qui dans la région de Potosí est souvent appelé *niño* (enfant Jésus), et le 6 janvier, jour des rois mages, choisi pour leur intronisation. Ce constat rejoint la mise en accusation par grand nombre de Bolivien.ne.s de la distance avec la religion catholique affichée par le gouvernement d'Evo Morales :

« C'est un sorcier. Il ne demande pas l'aide des saints. Je vois à la télé [dans les figurines des offrandes] : il n'y a que des diables, des animaux, des vipères, des papillons, des araignées, des fourmis, l'oiseau bobo... Il n'y a pas de vierges, pas de saints. [Evo Morales] s'en remet au diable, à la Pachamama. Il fait des offrandes pour le monde du bas, pas pour le monde du haut. Il ne veut pas entendre parler de curé, ni de saints. Ceux qui parlent mal d'Evo, meurent. C'est pour ça, c'est un sorcier » (Nicolasa, 2015).

13. http://www.la-razon.com/nacional/Caso-Justicia-muerte-funcionaria-asistencia-concentracion-MAS-Evo_0_3151484821.html

Impossible, en effet, de comprendre la diabolisation des rituels d'État sans prendre en compte l'impact de la critique récurrente de l'Église romaine par le gouvernement, sur une population qui se conçoit très majoritairement comme catholique¹⁴. Cible privilégiée du projet décolonisateur de l'État plurinational, l'évangélisation et l'Église catholique ont été régulièrement attaquées par les intellectuel.le.s du MAS pour leur rôle d'instruments de la subordination des indigènes américains et de leurs cultures. Dès le premier mandat du MAS, le Président et les hauts fonctionnaires de l'État n'ont plus pris leur charge en jurant sur la Bible, mais en levant le poing gauche, la main droite sur la poitrine. La nouvelle Constitution sépare désormais l'État de la foi catholique¹⁵, tout en garantissant la liberté de cultes; une mesure au final favorable au pouvoir croissant des églises évangéliques. Elle s'est accompagnée du remplacement du catéchisme par un cours d'histoire des religions et de cosmovisions locales dans les programmes scolaires.

L'omniprésente ritualité d'État, l'intronisation de Morales comme « leader politique et spirituel » à Tiwanacu [Tórrez & Arce, 2014, p. 101] et le patronage spirituel indigène inscrit dans la Constitution de l'État plurinational¹⁶ montrent cependant que la rupture avec l'Église catholique n'a pas signifié la sécularisation de l'État. Cette ambiguïté s'accompagna d'effets d'annonce parfois paroxystiques, mis en scène avec délectation par les médias [Alzivuri, 2017, p. 95]. Burman [2011, p. 79] cite ainsi un article du journal *La Prensa* [La Paz, 3 décembre 2006] au titre provocateur de « Conflit Wacas versus Églises ». Il rapporte la demande d'officiants proches du pouvoir de démolir les églises construites sur les sites sacrés aymaras, avec le soutien supposé du ministère des Relations extérieures. À l'inverse, les mobilisations de Potosí se sont placées sous la bénédiction de l'Église catholique locale et des prêtres ont pris la tête de certaines manifestations.

La décision d'Evo Morales de passer outre le référendum de 2016 et de candidater une nouvelle fois aux présidentielles prévues pour 2019 a marqué un tournant dans l'opposition de Potosí. La critique du centralisme et du verticalisme de l'État a fait place à une remise en question de la légitimité et du caractère démocratique du gouvernement, qu'avait anticipé l'interprétation des rituels étatiques par les guérisseuses. Ces critiques se cristalliseront dans les soupçons de fraude à l'origine du conflit post-électoral de 2019, durant lequel la ville s'est mobilisée avec autant de force qu'en 2015. Le dépassement de la seule défense des intérêts régionaux particuliers rendit possible l'alliance de Potosí avec Santa Cruz. Cette

14. En 2014, une enquête de Captura Consulting menée dans les villes de La Paz, El Alto, Cochabamba et Santa Cruz établissait qu'environ 70% de leurs habitant.es se déclarent catholiques et 20% évangéliques.

15. Art. 4: « El Estado es independiente de la religión ». La précédente Constitution réaffirmait que l'État « reconoce y sostiene la religión católica, apostólica y romana ».

16. Art. 98: « El Estado asumirá como fortaleza la existencia de culturas indígenas, originario campesinas, depositarias de saberes, conocimientos, valores, espiritualidades y cosmovisiones ».



alliance contredit l'idée que l'opposition au gouvernement d'Evo Morales aurait été principalement orchestrée depuis les basses terres frontalières du Brésil, le monde des affaires et de l'*agro business*. Et, alors que les motifs des mobilisations et la nature du gouvernement qu'ils questionnent semblent opposer l'embrassement de 2019 à l'insurrection simultanée de la population chilienne, on peut y percevoir une même crise de gouvernance, de représentation et la revendication d'une reprise en main du politique par les citoyens dont il s'agit. Une dynamique qui entraîna au même moment également les Libanais.es, les Irakien.ne.s, les Algérien.ne.s et les gilets jaunes français.es.

2019 : le messianisme de l'alternance politique

Dans les jours qui précédèrent les élections de 2019, Eliana et Leo s'étaient déjà remobilisées dans le cadre du conflit qui opposa le département de Potosí aux conditions du projet étatique d'exploitation du lithium. Elles avaient notamment purifié l'étendard du Comité civique dans le sanctuaire du Justo Juez, proche de Potosí. Mais le rythme des rites s'accéléra le 21 octobre, alors qu'une foule excédée par les irrégularités du comptage des votes, mit le feu au Tribunal électoral départemental de Potosí. Depuis, régulièrement, jusqu'à la démission de Morales, Eliana et Leo organisèrent des *q'uwas* dans la maison de Nicolasa. Elles élargirent aussi leur carnet d'adresses : un collage des portraits de Filemón Escobar, Víctor Paz Estenssoro, Marcelo Quiroga Santa Cruz, et Juan Lechín trôna désormais sur l'autel de Nicolasa. Chacune à sa manière a défendu les intérêts des mineurs et la lutte contre les gouvernements autoritaires¹⁷.

Une semaine plus tard, le vendredi 8 novembre, alors que l'idée de la fraude s'imposait dans les esprits et qu'il ne s'agissait plus de demander un deuxième tour, mais le départ de Morales, les guérisseuses organisèrent un véritable suffrage de destitution. À nouveau, les photos des principaux représentants du gouvernement furent découpées dans les journaux et brûlées avec de la coca, de la *q'uwa* et des figurines sucrées représentant des routes, pour les mettre sur la voie de la sortie. Le lendemain, d'autres rites encouragèrent les mutineries policières dans les principales villes du pays. Mais le véritable moment de gloire est arrivé 24 heures plus tard, le 10 novembre, alors que les leaders de Potosí et Santa Cruz, Pumari et Camacho, s'apprêtaient à pénétrer dans le palais présidentiel pour faire signer une lettre de démission au président Morales. Tandis que la situation se tendait

17. Filemón Escobar (1934-2017), leader syndical des mineurs du nord de Potosí s'était rallié au MAS avant de claquer la porte ; Víctor Paz (1907-2001), acteur avec le syndicaliste minier Juan Lechín (1914-2001) de la Révolution de 1952 est érigé en exemple d'un président qui a su attendre son tour pour revenir au pouvoir au lieu d'enchaîner les mandats ; Marcelo Quiroga (1931-1980), ancien ministre des Mines et du Pétrole, assassiné sous la dictature de García Mesa, est une âme martyre de la lutte pour la démocratie.

à Potosí où des maisons de partisans du MAS étaient attaquées par la foule, les guérisseuses s'investirent de la mission de protéger celle du dirigeant civique, Antonio Pumari, de possibles représailles :

«Tu te rends compte qu'on est allés à la maison de Pumari, juste au moment où ils allaient la brûler! Le parrain, Léo et moi, avec ma [statue] de sainte Barbe [connue pour son efficacité contre les tempêtes], nous y sommes allés car nous avons vu [dans la coca] qu'il fallait le sauver, pour qu'ils n'embêtent pas sa famille. Nous y sommes allés sous la grêle. Nous nous sommes dit que nous devons purifier [*limpiar*] ses habits et sa maison en faisant une offrande noire [*mesa negra*, pour neutraliser les sorts]. Nous avons fait emporter la *pichara* [tampon d'éléments rituels qui sert à absorber le mal] par une autre personne, et il l'a jeté près de la maison en flammes de Copa [Desiderio Copa, conseiller municipal pour le MAS]. C'est là qu'elle a brûlé! [Eliana rigole]. Pendant ce temps, nous faisons le bien dans sa maison... Nous voulions que ce *Tatisco* [déformation de Tata, terme d'adresse respectueux] de merde s'en aille. Au moment où Camacho et Pumari étaient agenouillés [à l'intérieur du palais présidentiel], nous aussi [étions agenouillés pour le rituel]. Nous l'avons vu à la télé. Et ce jour-là, l'homme a renoncé [Evo Morales], cet après-midi même» (Eliana, par WhatsApp, 17 novembre 2019).

C'était le 10 novembre, jour anniversaire du département de Potosí. Suivi par la chute du gouverneur et du maire MAS de Potosí, le départ précipité d'Evo Morales confirma aux yeux des guérisseuses ce dont elles n'avaient jamais douté : les pactes avec les forces obscures, comme celui avec le diable, sont par nature éphémères ; aucun officiant, aucune offrande n'arrive jamais à les contenter totalement. Peut-être, aussi, que les efforts et les suffrages des guérisseuses ont fini par avoir raison des « sorciers d'Evo ». Malgré les tentatives de l'ancien président qui fréquentait son sanctuaire, et du gouverneur qui le fit venir à Potosí, Santiago aurait, selon elles, finalement choisi son camp. Et dans le cercle de ses dévot.e.s auquel appartiennent Eliana et Leo, on a vu plutôt d'un bon œil le dénouement de cette guerre des religions et l'arrivée d'une classe gouvernante qui semblait pourtant les condamner au bûcher...

«Il [Dieu] a permis que la Bible revienne à l'intérieur du palais. Qu'il nous bénisse!»¹⁸, s'exclama triomphalement Jeanine Áñez, alors qu'elle s'appretait à franchir le seuil du Palais présidentiel en brandissant un nouveau testament gros comme trois fois sa tête. Il est un peu plus de 19 heures, ce mardi 12 novembre 2019. Entourée par la foule, presque poussée par elle, la très catholique ex-sénatrice Jeanine Áñez vient de traverser la place Murillo à l'issue de la session de l'Assemblée législative où elle s'est déclaré présidente par intérim de l'État bolivien. Deux jours plus tôt, Fernando Camacho et Antonio Pumari s'étaient livrés

18. <https://www.youtube.com/watch?v=3POyhLPXs9s>



au même exercice aux allures d'exorcisme. Venus apporter la lettre de démission de Morales au palais, ils s'étaient agenouillés devant une bible et un chapelet posés sur le drapeau bolivien. À leurs côtés, un prédicateur évangélique déclarait à la presse « [...] La Pachamama ne reviendra plus jamais. Aujourd'hui, le Christ est de retour au Palais présidentiel »¹⁹. Quelques heures plus tard, Morales, lâché par la Police, la Centrale ouvrière et poussé par l'Armée, démissionnait. Le 13 novembre, lors de la célébration organisée par le même Camacho²⁰, toujours en compagnie de Pumari, au pied de la statue géante du Christ de la ville de Santa Cruz, un prédicateur s'exclamait : « nous enchaînons tous les démons de la sorcellerie et nous les envoyons dans les abîmes à ce moment même [...] Nous établissons un temps nouveau dans les cieux de la Bolivie. Satan! Hors de Bolivie! Maintenant! »²¹. Beaucoup dans la foule levèrent les mains au ciel.

Quand le millénarisme évangélique s'invite à la croisade de politiciens catholiques, l'alliance ne témoigne pas seulement de l'adhésion partagée à une foi chrétienne obsédée par la démonologie dans sa version la plus radicale. Derrière la Pachamama et les rites « païens », c'est bien la construction symbolique du gouvernement de Morales comme une nouvelle ère spirituelle qu'il s'agit de renverser. Et avec elle, l'image du président comme figure providentielle. En intégrant la ritualité indigène aux protocoles d'État, l'ancien gouvernement avait lui-même rabattu le réformisme politique sur le terrain de l'utopie messianique. Mesure phare de la rupture avec l'ancien régime, la refonte de la Constitution avait placé l'État plurinational sous les auspices de la décolonisation, de la désévangélisation et des spiritualités indigènes. Et c'est au cœur du projet politique et idéologique porté par la nouvelle Constitution que répondit brutalement la campagne d'extirpation menée par les nouveaux acteurs de l'État. Dès son arrivée au pouvoir, la présidente Áñez chercha à restaurer l'ordre antérieur ébranlé par la relégation du rôle politique de l'Église catholique, le remplacement des anciennes élites politiques par une nouvelle classe dirigeante et bureaucratique, le retour à l'intervention de l'État dans l'exploitation des matières premières et la direction de l'économie. Autant d'inflexions que l'opposition libérale avait toujours cherché à faire interpréter comme un projet communiste et donc, par nature, satanique. Et tandis que les prédicateurs de la droite chrétienne et conservatrice envoyaient en enfer les démons païens du gouvernement de Morales, à Potosí, un groupe de guérisseuses convoquait la Pachamama, les esprits des montagnes et les âmes du purgatoire pour le bon succès de l'entreprise.

19. <https://jornada.com.mx/2019/11/11/politica/008n2pol>

20. <https://www.pagina12.com.ar/231205-satanas-fuera-de-bolivia-el-ritual-de-camacho-y-sus-seguidores>

21. https://elpais.com/internacional/2019/11/14/america/1573747078_243891.html.

Conclusions : du geste votif au vote

Les mobilisations de 2015 ont transformé le cercle des *devot.e.s* de Santiago en cellule militante pour des personnes qui se tenaient d'habitude en marge des groupements politiques traditionnels. Elles ont fourni un cadre à l'élaboration collective d'un discours consensué d'opposition au gouvernement, au-delà de la diversité sociale de ses membres. Le premier objectif des rites contre les « sorciers de l'État » était celui d'assurer le succès des revendications portées par le Comité civique. Puis le soutien à ces revendications a fait place à un questionnement sur la nature du gouvernement et du pouvoir de l'État. Tout au long de l'analyse de ce processus, une question a tourné dans ma tête : ce que j'ai pu observer dans le champ rituel n'est-il qu'une transposition d'élaborations politiques qui ont eu lieu ailleurs ? Ou bien les rites ont-ils favorisé l'émergence d'un discours *sui generis* ? La réponse est vraisemblablement un mélange des deux.

À la fin du sous-chapitre sur la nature sorcière attribuée à l'État bolivien, j'ai évoqué que les pratiques et les discours autour des rituels – ceux des guérisseuses et les gestes des « sorciers de Evo » – avaient anticipé la popularisation de la critique d'une distorsion de la démocratie, qui éclata au grand jour lors des mobilisations de 2019 contre la réélection de Morales. Ainsi, leurs pratiques rituelles ont permis aux *devot.e.s* de mettre en ordre et de rassembler en un discours cohérent, des intuitions éparses et des sentiments non encore énoncés, avant même de recevoir les formulations plus conventionnelles des mouvements d'opposition à la réélection du MAS. La stratégie du gouvernement de Morales d'imbriquer la légitimité démocratique et l'expression ritualisée du pouvoir s'est donc retournée contre lui. Elle a autorisé et incité une frange de la population à élaborer une analyse politique, propre et complexe, en marge des concepts traditionnels de la militance et de la sociologie politique qui ne lui sont pas familiers.

L'organisation des rites orchestrés par Eliana et Leo a joué un rôle décisif dans la construction du consensus collectif. Lors des cérémonies, chacun et chacune est appelé.e à répéter les gestes et les paroles des guérisseuses. Alors, lorsque les rituels sont devenus politiques, leur pouvoir de conviction et l'expérience de l'unisson se sont eux aussi transposés au champ partisan. Pour autant, le rôle prosélyte d'Eliana et de Léo n'a pas consisté à diffuser un discours élaboré *a priori* : leurs propres positions se sont précisées dans l'interaction avec leur clientèle. La manière dont ont été choisies les âmes sollicitées illustre cette dynamique collective. Chaque *devot.e* avait alors pu suggérer un nom, en fonction de son imaginaire particulier de la « potosinité ». L'organisation de la confrérie, qui appelle chaque membre à prendre en charge, à son tour, les célébrations annuelles de Santiago, favorise une certaine horizontalité. Il n'empêche que certaines voix y sont plus légitimes que d'autres. Celle des guérisseuses possède évidemment un poids particulier, mais Eliana et Léo écoutent attentivement les opinions de leur clientèle



socialement mieux placée. Ainsi, sous l'influence d'un avocat, les membres de la confrérie ont finalement majoritairement décidé de voter pour Carlos Mesa, le candidat de centre droite, lors des élections présidentielles de 2020. Posé sur l'autel de Nicolasa, son portrait a été l'objet de toutes les attentions dans le mois qui précéda le suffrage. Son échec face au nouveau candidat du MAS n'a pas trop démoralisé Eliana et Leo. Elles supposent que la chute d'Evo Morales à laquelle elles ont contribué aura fait comprendre aux sorciers du MAS et à leurs employeurs, les limites de l'autorité et de l'arbitraire de l'État.

L'interprétation des rites gouvernementaux comme manifestations d'un État sorcier ne s'est pas limitée à Potosí. On se souvient que la rumeur selon laquelle le gouvernement sacrifiait son peuple pour son pacte de pouvoir avait également circulé à La Paz. En 2019, les habitant.e.s de Cochabamba soupçonnèrent à leur tour les « sorciers d'Evo » de s'être embarqués dans les hélicoptères militaires qui survolaient la ville en ébullition pour jeter des sorts aux manifestant.e.s²². J'imagine que cette annonce a suscité chez beaucoup un sentiment d'impuissance. À l'inverse, l'apprentissage de la ritualité de combat politique a renforcé le sentiment de pouvoir citoyen des membres de la confrérie. Aujourd'hui, Eliana se prend même parfois à s'imaginer, en rigolant, devenir la première mairesse de Potosí.

BIBLIOGRAPHIE

- ALEMÁN VARGAS Luis Víctor, 2013, « La movilización de los diecinueve días: La identidad colectiva potosina y su re-significación », *Temas sociales*, vol. 33, p. 57-77.
- ALVIZURI Verushka, 2017, « Indianismo, política y religión en Bolivia (2006-2016) », *Caravelle*, vol. 108, p. 83-98.
- BERNAULT Florence, 2005, « Magie, sorcellerie et politique au Gabon et au Congo-Brazzaville », dans Marc Mvé BEKALE (dir.), *Démocratie et mutations culturelles en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan.
- BURMAN Anders, 2011, *Descolonización aymara. Ritualidad y política (2006-2010)*, La Paz, Plural.
- CRUZ Vladimir, 2017, *Potosí ciudad insurrecta: La tradición de la resistencia urbana minera*, manuscrit.
- CUCHET Guillaume, 2014, « Les morts utiles du purgatoire. Concept théologique, représentations et pratiques », *Terrain*, n° 62, p. 82-99.
- ESTENSSORO Juan Carlos, 2003, *Del paganismo a la santidad: La incorporación de los indios del Perú al catolicismo, 1532-1750*, Lima, IFEA.
- FANCELLO Sandra & BONHOMME Julien, 2018, « L'État et les institutions face à la sorcellerie », *Cahiers d'études africaines*, vol. 231-232, p. 573-591.
- GESHIÈRE Peter, 1996, « Sorcellerie et politique: les pièges du rapport élite-village », *Politique africaine*, n° 63, p. 82-96.
- LOZA Carmen Beatriz, 2008, « Una "fierra de piedra". Tiwanaku, fallido símbolo de la

22. Vincent Hirtzel, communication personnelle.

nación boliviana», *Estudios Atacameños*, n° 36, p. 93-115.

- MARTINEZ Gabriel, 2015, « Sobre brujos y lik'ichiris: La creación cultural del horror », *Boletín Museo chileno de arte precolombino*, vol. 20, p. 91-113.
- NICOLAS Vincent & QUISBERT Pablo, 2014, *Pachakuti. El retorno de la nación. Estudio comparativo del imaginario de nación de la Revolución Nacional y del Estado Plurinacional*, La Paz, PIEB.
- QUISBERT Pablo, 2004, « La gloria de la

raza: Arturo Posnansky y Tiwanaku », dans Joseph FARRÉ, Françoise MARTINEZ, Itamar OLIVARES (dir.), *Hommes de science et intellectuels européens en Amérique latine*, Paris, Le Manuscrit, p. 283-304.

- TÓRREZ Yuri & ARCE Claudia, 2014, *Construcción simbólica del Estado Plurinacional de Bolivia. Imaginarios políticos, discursos, rituales y celebraciones*, La Paz, PIEB.

RÉSUMÉ

AFFRONTER « LES SORCIERS » DE L'ÉTAT PLURINATIONAL. LA DIMENSION OCCULTE DU CONFLIT ENTRE POTOSÍ ET LE GOUVERNEMENT DE MORALES (2015-2019)

En juillet 2015, la ville de Potosí entame le plus long blocus général de son histoire pour dénoncer le manque récurrent d'investissement public. Alors que les discussions stagnent avec le gouvernement, une rumeur annonce l'arrivée de sorciers à la solde du président Morales pour dissiper l'ardeur des mécontents. Emmené par trois femmes guérisseuses, un groupe d'habitant.e.s décide alors de livrer une autre bataille, depuis le sommet des montagnes et le cimetière, pour contrer l'attaque des sorciers du Président. Il reprit du service lors des élections présidentielles d'octobre 2019 qui débouchèrent sur l'exil d'Evo Morales. La proposition de cet article est que l'attribution de pratiques sorcières au président bolivien et les réponses rituelles qu'elles ont suscitées peuvent s'analyser comme un discours politique et moral sur l'État, dans un contexte d'effritement de la popularité et de la légitimité d'Evo Morales.

RESUMEN

ENFRENTAR A "LOS BRUJOS" DEL ESTADO PLURINACIONAL. LA DIMENSIÓN OCULTA DEL CONFLICTO ENTRE POTOSÍ Y EL GOBIERNO DE MORALES (2015-2019)

En julio del 2015, la ciudad de Potosí inicia el bloqueo más largo de su historia para denunciar la falta de inversión pública. Mientras que las negociaciones se estancan con el gobierno, corre la voz que brujos pagados por el presidente Morales habrían llegado a Potosí para acallar el descontento. Encabezado por tres mujeres curanderas, un grupo de habitantes decide entonces organizar el contrataque, desde la cumbre de los cerros y el cementerio. El mismo grupo retomó servicio durante el conflicto suscitado por las elecciones presidenciales de octubre 2019 que desembocaron en el exilio de Evo Morales. La propuesta de este artículo es que la atribución de prácticas brujas al presidente boliviano y las respuestas rituales que estas suscitaron pueden analizarse como un discurso político y moral sobre el Estado, en un contexto de debilitamiento de la popularidad y de la legitimidad de Evo Morales.



ABSTRACT

FIGHTING THE “WITCHES” OF THE PLURINATIONAL STATE. THE OCCULT DIMENSION OF THE CONFLICT BETWEEN POTOSI AND THE MORALES GOVERNMENT (2015-2019)

In July 2015, the town of Potosi began the longest blockade in its history to denounce the recurrent lack of public investment. While discussions with the Morales government had been broken off, the rumour spread of the arrival in Potosi of witches hired by the authorities to temper the zeal of the dissatisfied population. Under the leadership of three women healers, a group of inhabitants decided to launch an attack from the top of the surrounding mountains and the cemetery to counter the attack by the president’s witches. They resumed their hostilities in October 2019 after the controversial presidential elections. The purpose of this article is to show that the recourse to witchcraft attributed to the Bolivian President and the ritual responses could be analysed as a political and moral commentary on the state, in the context of the erosion of Evo Morales’s popularity and legitimacy.

Texte reçu le 22 avril 2020, accepté le 12 novembre 2020

MOTS-CLÉS

- Bolivie
- sorcellerie
- rituels
- Evo Morales
- État

PALABRAS CLAVE

- Bolivia
- brujería
- rituales
- Evo Morales
- Estado

KEYWORDS

- Bolivia
- witchcraft
- rituals
- Evo Morales
- State